

Par décision préfectorale, la manifestation de samedi 28 novembre, Tusta l'Urna, est interdite !

Puisque nous ne pourrions pas interpellier librement dans la rue les candidats aux élections régionales sur ce qu'ils comptent faire pour la préservation, la valorisation et le développement des langues régionales dans la future Grande Aquitaine, nous donnons RDV aux futurs élus pour le 3<sup>e</sup> tour des élections.

Notre détermination n'est en rien entamée, bien au contraire même si nous nous faisons une fête de manifester à Périgueux, centre de notre nouvelle région, aux côtés de nos amis limousins et gascons qui avaient prévu de nous rejoindre pour cette moment revendicatif festif.

Notre détermination, n'est en rien entamée, car notre travail en profondeur sur les textes et sur les risques très forts que fait courir la réforme des collèges aux enseignements de et en langues régionales commencent à porter leurs fruits puisque le ministère semble vouloir nous donner raison, au moins pour la rentrée 2016. En effet, le Recteur d'Académie, monsieur Olivier Dugrip, vient de nous assurer «qu'il ressort des échanges avec le ministère que les modalités actuelles d'organisation et de financement des enseignements de et en langues régionales ne sont pas modifiées par l'entrée en vigueur de la réforme du collège à la rentrée 2016 ». Mais nous restons vigilants afin que cela s'applique non seulement à la rentrée de 2016 mais aussi que cela soit pérennisé les années suivantes pour permettre la continuité du développement de l'enseignement de l'occitan sur notre territoire et cela en harmonie et concertation avec les autres enseignements.

Notre détermination n'est en rien entamée enfin, car nous n'avons aucune assurance que la majorité qui sortira des urnes lors des élections régionales de décembre prochain aura pleinement conscience des enjeux actuels des langues régionales en Aquitaine. A ce jour les grands partis qui pensent gouverner notre future région n'ont pas montré lors de cette campagne une réelle ambition pour les cultures et langues historiques de notre territoire. Loin s'en faut. Et si il y a 6 ans, la question des langues régionales avait été un des enjeux des élections ce n'est pas le cas cette année. A ce jour aucun candidat, à l'exception de ceux de « la Vague Citoyenne », n'a souhaité nous rencontrer pour discuter avec nous d'une politique ambitieuse pour la langue d'oc, de Pau jusqu'à Guéret. Nous serons présents pour leur rappeler que l'on ne peut pas gouverner sans les citoyens.

Depuis trop longtemps, les mêmes élus qui sont prêts à dépenser plus de 6 milliards d'euros pour gagner ½ heure en train entre Paris et Bordeaux nous expliquent qu'ils n'ont pas les moyens pour sauver les langues et les cultures des territoires dont ils ont la charge. Il y a pourtant urgence à mener un plan ambitieux pour leur offrir un véritable futur, si on ne veut pas voir un jour nos petits-enfants créer des facsimilés occitans pour faire connaître à leurs enfants ce qu'étaient la langue de leurs ancêtres que les égoïsmes n'avaient pas su protéger.

Aujourd'hui, puisque le Sénat refuse aux citoyens français, et cela en bafouant les lois européennes, de ratifier la Charte Européenne des Langues minoritaires, nous attendons du gouvernement qu'il propose une loi qui protégera les langues et cultures de France et qui leur donnera un cadre pour leur enseignement et leur socialisation, en les sanctuarisant pour qu'elles ne deviennent pas un gentil souvenir mais afin qu'elles restent un partie intégrante de l'identité et de la vitalité culturelle de notre pays.

Nous remercions votre rédaction pour l'intérêt qu'elle porte à la problématique des langues régionales si chère aux périgourdins et nous restons à votre disposition si vous souhaitez de plus amples renseignements.

Sincèrement vôtre

Pour le Collectif Périgord Occitan  
Michel Samouillan et Martial Peyrouny